

Les opposants s'unissent pour la conquête du pouvoir au Burundi

PANA, 02 août 2015 Bujumbura, Burundi - L'ancien président de l'Assemblée nationale, Pierre Ntavyohanyuma, l'actuel vice-président de la République, Gervais Rufyikiri, le porte-parole d'Adju du Conseil national pour la défense de la démocratie/forces de défense de la démocratie (Cndd-Fdd, au pouvoir), Onésime Nduwimana, tous trois aujourd'hui en exil à l'étranger, figurent en bonne place des opposants de l'intérieur et de l'extérieur qui ont fondé un « Conseil national pour le respect de l'accord d'Arusha 2000, à Arusha, en Tanzanie, sur la paix et la réconciliation nationale et de la restauration de l'Etat de droit » (Cnared) au Burundi.

Le Cnared est né lors d'une rencontre du 30 juillet au 1er août 2015, à Addis-Abeba, en Ethiopie, où les opposants disent encore avoir été réunis au siège de l'Union africaine (Ua), indique le communiqué final de ces retrouvailles en terre étrangère qui sont dirigées contre le régime actuel du Président Pierre Nkurunziza. La même source précise que les organisations de la société civile ont été également représentées dans ce conclave qui a porté la tête du Laurent Nyangoma, le chef historique de la résistance armée au Burundi et fondateur du Conseil national pour la défense de la démocratie (Cndd) avant son éclatement dans le maquis pour donner naissance au Conseil national pour la défense de la démocratie/forces de défense de la démocratie (Cndd-Fdd, ex-principale rébellion armée actuellement au pouvoir). C'est cette même opposition hétéroclite qui avait organisé et endossé, en ordre dispersé, les manifestations de rue de ces trois derniers mois contre la candidature du chef de l'Etat sortant, Pierre Nkurunziza, à un troisième mandat à la tête du pays jugé « anticonstitutionnelle » et contraire à l'accord d'Arusha avant d'être boycottés des différents scrutins des élections générales de cette année qui ont été remportés, haut la main, par le présidentiel faute de concurrent de taille. L'opposition « réunifiée » revient aujourd'hui à la charge avec pour objectif de refuser catégoriquement le troisième mandat du Président Nkurunziza qui a été élu le 21 juillet dernier, à une majorité confortable de près de 70% des suffrages exprimés et qui se prépare à prêter serment dans les prochains jours pour les cinq prochaines années, malgré la désapprobation de sa nouvelle candidature, aussi bien au niveau national qu'international, après 10 ans passés au pouvoir. Les membres du Cnared entendent encore lutter contre les institutions issues des « pseudo élections » du 29 juin dernier qui portaient sur les communales et les législatives couplées, puis celles du 21 et du 24 juillet qui concernaient respectivement la présidentielle et les sénatoriales. La stratégie du Cnared consistera à « rassembler toutes les organisations politiques burundaises et toutes les forces nationales acquises au respect de l'accord d'Arusha et à la restauration de l'Etat de droit autour d'une vision communale » ou encore à « mobiliser tous les partenaires extérieurs du Burundi acquis au respect de l'Accord d'Arusha ». Dans une réaction sur les antennes d'une radio étrangère (RFI) reçu ce dimanche à Bujumbura, le médiatique chargé de la communication à la présidence de la République, Willy Nyamitwe, n'a trouvé aucune crédibilité à un Conseil de l'opposition qui n'a aucune légitimité populaire. L'opinion publique pour voir et comprendre ce qui est réellement nouveau du côté d'une opposition qui l'a habituée, ces derniers temps, à des alliances de façade et de courte durée ou encore à la volte-face. La dernière en date est celle du chef de file de l'opposition intérieure, Agathon Rwaswa, qui a faussé compagnie à ses alliés politiques ces derniers jours, en accusant l'Assemblée, non sans avoir appelé au boycott des législatives et pris une part active dans le mouvement de contestation du troisième mandat du président sortant. Depuis jeudi, M. Rwaswa est devenu le vice-président de la nouvelle Assemblée nationale avec les voix dominantes du Cndd-Fdd (parti au pouvoir) qui y dispose de 86 des 121 sièges de la chambre basse du parlement burundais. Pour lui, il est question de prendre acte de la « usurpation » du Président Nkurunziza et son parti et essayer de combattre le nouveau système de l'intérieur et de ne pas céder aussi les militants et sympathisants qui lui ont apporté des voix malgré son appel au boycott de l'ensemble des élections qui ont eu lieu à ce jour au Burundi. A